

Unité départementale de la Vendée
Cité Travot - 10, rue du 93^e régiment d'infanterie
85000 LA ROCHE SUR YON

LA ROCHE SUR YON, le 31 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ATLANTIC INDUSTRIE

ZI Nord - Rue Monge
BP 65

85000 La Roche-sur-Yon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement ATLANTIC INDUSTRIE implanté ZI Nord - Rue Monge BP 65 85000 La Roche-sur-Yon. L'inspection a été annoncée le 22/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'est inscrite dans le cadre du suivi d'une mise en demeure, ainsi que d'une action régionale relative à la gestion de crise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC INDUSTRIE
- ZI Nord - Rue Monge BP 65 85000 La Roche-sur-Yon
- Code AIOT : 0006301040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Atlantic Industrie exerce des activités de fabrication d'appareils de chauffage (chauffe-eau, convecteurs électriques, etc.) et de cartes électroniques, autorisées par arrêté préfectoral du 7 février 2012. Le site comprend notamment des installations de travail des métaux (rubrique 2560), de traitements de surfaces (rubrique 2565-2) et d'application de peinture poudre (rubrique 2940-3).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque de pollution des eaux et des sols
- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des stocks et plan des stockages	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 71.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rétention zone TS - pompe	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 7.4.3	/	Sans objet
4	Stockage de lubrifiants - rétention	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 7.4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux polluées en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 7.5.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite de contrôle a notamment permis de constater la levée de l'écart ayant justifié l'arrêté de mise en demeure du 4 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux polluées en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 7.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 04/02/2023
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident et issues de la zone de traitement de surface (relevant de la rubrique 2565) de la ligne chauffage du bâtiment Monge 1, est isolé du reste des eaux polluées générées par l'accident, et sont confinées au sein de cette zone, par une combinaison de murets et de fosses. Ces moyens permettent au moins de confiner un volume de 61 m³ d'eaux polluées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justifiant du respect de cette disposition et notamment du volume utile du dispositif de confinement spécifique à la zone de traitement de surface.</p>
Constats : L'exploitant a présenté la solution technique mise en place afin de permettre de confiner les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident et issues de la zone de traitement de surface, ainsi que le détail des volumes disponibles (31 m ³ dans la rétention de la zone de traitement, 3 m ³ dans le caniveau périphérique et 27 m ³ utiles dans les fosses extérieures alimentées par le caniveau).
<p>Il a notamment été constaté que la zone de traitement est bien isolée par un muret, dont la hauteur correspond bien à la hauteur retenue par l'exploitant dans son calcul du volume disponible.</p> <p>Lors de la visite, des travaux permettant de surveiller avec plus de précision le niveau d'eau dans les fosses (afin de s'assurer du maintien d'un volume utile au moins égal à 27 m³), étaient en cours.</p>
Observations : Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer du maintien d'un volume utile suffisant dans les fosses et qu'il devra, en application de l'article 7.5.5 de l'arrêté d'autorisation du 7 février 2012, rédiger une procédure relative à la mise en œuvre d'un tel confinement (notamment l'arrêt du relevage des eaux depuis la fosse 2 vers la station interne de traitement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des stocks et plan des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un inventaire des produits dangereux stockés sur site et d'un plan associé. Cependant, ce recensement ne comprend ni les encours (y compris les bains de traitements de surfaces), ni les déchets dangereux présents sur site, ni les produits de traitement des effluents. Ce recensement ne porte donc pas sur la totalité des produits dangereux détenus, ce qui constitue un écart. En outre, pour chaque référence, ce recensement indique la quantité totale détenue sur site, mais sans préciser la quantité présente dans les différentes zones du site (en différenciant par exemple la quantité stockée dans le magasin et la quantité présente sur la ligne de production). Aucune incohérence n'a été constatée entre la quantité mentionnée dans le recensement et la quantité réellement présente. Cette vérification a été réalisée par sondage et a porté sur un produit de conversion, un lubrifiant et un fluide frigorigène. En revanche, l'utilisation, au sein du recensement et du plan des stockages, de termes différents pour identifier une même zone, complique l'utilisation combinée de ces deux documents. En l'état actuel et en cas d'accident, il serait ainsi difficile de déterminer rapidement la nature et la quantité de produits dangereux présents dans une zone donnée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention zone TS - pompe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution des eaux et des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : La rétention associée à la zone de traitements de surfaces, dont le volume est très supérieur à 1 000 l, est munie d'une pompe automatique de relevage, au niveau du puisard, ce qui constitue un écart.
Observations : Cette rétention est munie d'un capteur de niveau bas, dont le bon fonctionnement n'a pas été vérifié lors de la visite. Ce capteur n'est toutefois pas situé dans le puisard, mais contre une cuve, à quelques centimètres de hauteur du fond de la rétention. L'exploitant est encouragé à déplacer ce dispositif d'alarme dans le puisard, afin de détecter plus rapidement une fuite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage de lubrifiants - rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution des eaux et des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : 4 bidons de lubrifiants de 60 l sont stockés dans le local des produits chimiques, sans aucune rétention associée, ce qui constitue un écart.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet